

POSTE VACANT DE JURISTE SOUS LE STATUT DE L'EMPLOYÉ PUBLIC (M/F) DANS LE GROUPE D'INDEMNITÉ A1

Infos clés

Carrière: Employé public (M/F) dans le groupe d'indemnité A1

Type de recrutement: Externe

Type de contrat: Contrat à durée indéterminée

Tâche : Tâche à temps partiel (60%)

Date limite de candidature: 21 avril 2025

Date de publication : 15 avril 2025

ORGANISME RECRUTEUR

Commission nationale pour la protection des données (CNPD)

ORGANISME D'AFFECTATION

Commission nationale pour la protection des données (CNPD)

MISSIONS

Le candidat sera affecté au Service juridique de la CNPD et il lui sera demandé principalement de :

- Préparer les audiences organisées suite aux enquêtes et les décisions sur l'issue d'une enquête pour le Collège de la CNPD siégeant en formation restreinte ;
- Coordonner et gérer les recours en justice contre des décisions de la CNPD ;
- Rédiger des avis relatifs aux projets ou propositions de lois ou de règlements grand-ducaux soumis à la CNPD ou au sujet desquels elle s'autosaisit ;
- Faire des recherches en doctrine et en jurisprudence portant sur des questions relatives à la protection des données et de la vie privée des personnes dans le droit national, européen et international ;
- Contribuer à la mission de la CNPD de conseiller la Chambre des députés, le Gouvernement et d'autres instances et organismes au sujet des mesures législatives et administratives relatives à la protection des droits et libertés des personnes physiques à l'égard du traitement des données personnelles.

PROFIL

Les candidats doivent être titulaires d'un grade ou diplôme délivré par un établissement d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat du siège de l'établissement et sanctionnant l'accomplissement avec succès d'un master en droit. Les grades ou diplômes visés doivent

être inscrits au registre des titres de formation prévu par la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Compétences techniques :

- Connaissance de la réglementation sur la protection des données personnelles (la connaissance de la législation propre au contentieux administratif luxembourgeois constitue un plus) ;
- Disposer d'une excellente capacité analytique portant sur les textes de lois, règlements grand-ducaux et les jurisprudences ;
- Excellent niveau d'expression écrite (juridique) en français et très bon niveau en anglais ;
- Maîtrise des fonctions avancées de Microsoft Word et bonne capacité d'adaptation à divers outils informatiques ;
- Excellente capacité d'analyse, de synthèse et de rédaction, face à des questions de droit complexes.

Compétences comportementales :

- Rigueur intellectuelle élevée et capacité à effectuer des recherches juridiques détaillées et à en rendre compte ;
- Faire preuve d'objectivité ainsi que d'une confidentialité et d'une discrétion absolue ;
- Être à même d'éviter toute forme de partialité ;
- Être capable de comprendre le fonctionnement et les contraintes des acteurs en matière de protection des données et d'innovation numérique ;
- Savoir travailler de façon autonome et en équipe.

Langues :

Les candidats doivent répondre aux exigences de la connaissance des trois langues administratives pour le groupe de traitement A1. Une bonne maîtrise de la langue anglaise est requise.

Sont considérées comme atouts :

- Une expérience professionnelle ou une formation complémentaire dans le domaine de la protection des données ;
- Une expérience professionnelle dans un service juridique, un cabinet d'avocats en contentieux ou une institution judiciaire.

DOCUMENTS A FOURNIR

La candidature doit obligatoirement être accompagnée :

1. d'une lettre de motivation ;
2. du curriculum vitae, certifié sincère et mentionnant de façon détaillée notamment la formation scolaire et l'expérience professionnelle acquises antérieurement par le candidat ;
3. d'une copie du/des diplômes et/ou certificats requis pour la formation demandée.

Les candidats présentant des diplômes étrangers sont priés de joindre :

- l'inscription au registre des titres des diplômes universitaires, délivré par le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur.

ADRESSE D'ENVOI

Les demandes sont à adresser jusqu'au **21 avril 2025** au plus tard à la

Commission nationale pour la protection des données
Service Ressources Humaines

15, boulevard du Jazz
L-4370 Belvaux

par voie électronique à l'adresse rh@cnpd.lu

RENSEIGNEMENTS

Madame Maryse Winandy, Tél: 26 10 60 – 1, E-mail: rh@cnpd.lu

COMMENTAIRES EVENTUELS

* Ce poste est ouvert aux ressortissants des Etats membres de l'Union européenne.